

MINISTERE DE LA JUSTICE

Service de l'accès au droit, à la justice
et de la politique de la ville

Circulaire du 26 octobre 2004

Date d'application : immédiate.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

à

- *pour attribution* -

Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel,
Monsieur le Président du tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre-et-Miquelon,
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près les cours d'appel,
Monsieur le Procureur de la République près le tribunal supérieur d'Appel de Saint-Pierre-
et Miquelon

Mesdames et Messieurs les Présidents des tribunaux de grande instance,
Monsieur le Président du tribunal de première instance de Saint-Pierre-et-Miquelon,
Mesdames et Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance,
Monsieur le Procureur près le tribunal de première instance de Saint-Pierre-et-Miquelon,

Mesdames et Messieurs les greffiers en chef, chefs de greffe,
Mesdames et Messieurs les Présidents des cours administratives d'appel,
Mesdames et Messieurs les Présidents des tribunaux administratifs,
Monsieur le Président de la Commission des Recours des Réfugiés,
Mesdames et Messieurs les Bâtonniers des ordres des avocats

- *pour information* -

Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature,
Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale des Greffes,

et

Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux
Monsieur le Président de la Conférence des Bâtonniers
Madame le Président de l'UNCA.

N° NOR : JUS J 04 90 011 C

TITRE DETAILLE : Circulaire d'application du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004 modifiant le décret n° 59-327 du 20 février 1959 relatif aux juridictions des pensions et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, tirant les conséquences en matière d'aide juridictionnelle de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

MOTS CLES : aide juridictionnelle ; attestations de fin de mission ; barème afférent aux procédures de référé devant les juridictions administratives et devant les juridictions des pensions; comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ; contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat ; exécution d'un mandat d'arrêt européen; procédures d'application des peines.

TEXTES SOURCES : Code de Justice Administrative (articles L.521-1 et suivants)

Code la santé publique (article L. 3211-12)

Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

Décret n° 59-327 du 20 février 1959 relatif aux juridictions des pensions.

Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

Décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004 modifiant le décret n° 59-327 du 20 février 1959 relatif aux juridictions des pensions et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique

PUBLIEE : BO ; Intranet SADJPV.

MODALITES DE DIFFUSION : diffusion assurée par le Ministère de la justice aux destinataires mentionnés ci-dessus. Chaque juridiction (CA, TGI) - hors Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna et Mayotte - est destinataire.

PLAN DE LA CIRCULAIRE

I. La rétribution des avocats apportant leur concours à des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle dans le cadre de procédures créées par la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

p. 4

A/ La rétribution de l'avocat assistant un bénéficiaire de l'aide juridictionnelle dans une procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen p.4

B/ La rétribution de l'avocat assistant une personne qui fait l'objet d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité p.5

C/ La rétribution de l'avocat due au titre de son intervention auprès d'un condamné bénéficiaire de l'aide juridictionnelle devant les juridictions de l'application des peines p.7

II. Les améliorations apportées à la cohérence du barème de rétribution des avocats intervenant au titre de l'aide juridictionnelle

p.8

A/Renforcement de la cohérence du barème en matière pénale p.8

B/Améliorations du barème applicable aux procédures administratives contentieuses p.9

III. Rappel : rétribution due à l'avocat prêtant son concours à une personne faisant l'objet d'un internement d'office

p.10

IV. Modification des attestations de mission, de la nomenclature statistique et des applications informatiques

p.11

A/Modification des attestations de mission p.11

B/Modification de la nomenclature statistique des natures de procédures p.11

C/ Modification des applications informatiques p.11

ANNEXES

1. Décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004 p.14

2. Barème de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats pour les missions d'aide juridictionnelle achevées postérieurement à la date de publication du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004 et jusqu'au 31 décembre 2004 p.16

3. Nouveaux imprimés d'attestations de fin de mission, à utiliser, en matière administrative, pour les missions achevées postérieurement à la date de publication du décret et, en matière pénale, pour les missions achevées du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004 p.17

4. Nouveaux imprimés d'attestations de fin de mission, à utiliser, en matière pénale, pour les missions achevées à compter du 1^{er} janvier 2005 p.18

5. Nouvelle table de codification de la nature des procédures valable du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004 p.19

6.Descriptif concernant les modifications apportées au logiciel AJWIN suite au décret n°2004-1025 du 29 septembre 2004 p.28

La présente circulaire a pour objet de présenter les nouvelles dispositions du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004.

Ces dispositions tendent, d'une part, à permettre la rétribution des avocats apportant leur concours à des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle dans le cadre des procédures issues de l'adoption de la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité et, d'autre part, à améliorer la cohérence d'ensemble du barème afférent à la rétribution des avocats intervenant au titre de l'aide juridictionnelle, afin de mieux satisfaire à l'objectif de clarté et d'intelligibilité de la réglementation relative à l'aide juridictionnelle.

Cette circulaire rappelle également les dispositions applicables à la rétribution due à l'avocat prêtant son concours à une personne faisant l'objet d'un internement d'office.

I. LA RETRIBUTION DES AVOCATS APPORTANT LEUR CONCOURS A DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE JURIDICTIONNELLE DANS LE CADRE DE PROCEDURES CREEES PAR LA LOI N° 2004-204 DU 9 MARS 2004 PORTANT ADAPTATION DE LA JUSTICE AUX EVOLUTIONS DE LA CRIMINALITE.

La loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 a créé ou aménagé plusieurs procédures et, à cette fin, a modifié le code de procédure pénale. En conséquence, le décret du 19 décembre 1991 sus-mentionné a fait l'objet de trois modifications.

A/ La rétribution de l'avocat assistant un bénéficiaire de l'aide juridictionnelle dans une procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen.

L'article 17 de la loi du 9 mars 2004 a créé un chapitre IV au sein du titre X du livre IV du code de procédure pénale, qui a pour objet de transposer en droit national les dispositions de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 13 juin 2002.

Ce dernier texte institue, entre les Etats membres de l'Union européenne, une nouvelle procédure d'entraide judiciaire, qui se substitue à la procédure de l'extradition.

L'émission d'un mandat d'arrêt européen a pour objet la remise de la personne recherchée à l'Etat requérant. La procédure relève, aux termes du paragraphe 3 de la section 3 du chapitre IV du titre X du livre IV du code de procédure pénale, de la compétence de la chambre de l'instruction.

Les diligences accomplies par l'avocat qui assure, dans le cadre de cette procédure, la défense d'une personne recherchée bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, étant de même nature que celles accomplies au cours d'une procédure d'extradition, le décret a procédé à l'alignement de la rétribution due au titre d'une remise subséquente à l'émission d'un mandat d'arrêt européen, sur la rétribution afférente à l'assistance d'une personne faisant l'objet d'une extradition.

En conséquence, **le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat** assistant une personne qui a obtenu le bénéfice de l'aide juridictionnelle est celui prévu par la ligne X.2 du barème figurant en annexe de l'article 90 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, soit **5 unités de valeur**.

La délivrance de l'attestation de mission à l'avocat ne peut se faire en cours de procédure. Elle est subordonnée **à l'accomplissement, par ce dernier, de l'ensemble des diligences afférentes à sa mission**. Aussi, la seule présence d'un avocat pendant le temps où la personne appréhendée en exécution d'un mandat d'arrêt européen est conduite devant le procureur général ou au cours de la présentation de la personne concernée devant ce magistrat, n'est-elle pas, en soi, susceptible d'autoriser le versement, à l'avocat, des 5 unités de valeur prévues par le 2° du II de l'article 1^{er} du décret du 29 septembre 2004.

Votre attention est appelée sur **l'entrée en vigueur** de cette nouvelle procédure, qui a lieu le **1^{er} octobre 2004**.

B/ La rétribution de l'avocat assistant une personne qui fait l'objet d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

L'article 137 de la loi du 9 mars 2004 a créé une section 8 dans le chapitre Ier du titre II du livre II du code de procédure pénale, dont l'objet est d'instituer une procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.

Cette procédure se déroule en deux phases.

La première phase consiste en la comparution de l'auteur d'un délit puni à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans et qui reconnaît les faits qui lui sont reprochés, devant le procureur de la République, lequel peut proposer à cette personne d'exécuter une ou plusieurs des peines principales ou complémentaires encourues.

La présence de l'avocat choisi par la personne, ou désigné, à sa demande, par le bâtonnier de l'ordre des avocats, est obligatoire. Votre attention est appelée sur le fait que la personne qui fait l'objet de cette procédure doit être avisée par le procureur de la République, en application de l'article 137 de la loi du 9 mars 2004, de ce que les frais sont à sa charge, sauf si elle obtient le bénéfice de l'aide juridictionnelle, en justifiant qu'elle satisfait aux conditions de ressources prévues par l'article 4 de la loi du 10 juillet 1991.

Le procureur de la République avise l'intéressé qu'il dispose d'un délai de dix jours avant de faire connaître s'il accepte ou s'il refuse la ou les peines proposées. Dans le cas où la personne intéressée a demandé à bénéficier de ce délai de réflexion, le procureur de la République peut la présenter devant le juge des libertés et de la détention, afin que ce magistrat statue, le cas échéant, sur son placement sous contrôle judiciaire ou sur sa mise en détention provisoire. Si le juge des libertés et de la détention est saisi, l'avocat qui assiste l'intéressé a droit à une rétribution supplémentaire à ce titre, soit 2 unités de valeur.

Si l'intéressé accepte la ou les peines proposées, il est présenté sans délai au président du tribunal de grande instance ou au juge par lui délégué, qui peut décider, par ordonnance, de prononcer l'homologation des peines. Il s'agit de la seconde phase de la procédure. Durant cette phase, une audience est tenue, à laquelle prend part l'avocat de la personne concernée.

L'intervention de l'avocat assistant une personne qui comparaît sur reconnaissance préalable de culpabilité et qui a obtenu le bénéfice de l'aide juridictionnelle, donne lieu, en application de la **ligne VIII.9, créée par le décret du 29 septembre 2004, à une rétribution de 5 unités de valeur, pour les diligences accomplies**. Une majoration de 3 unités de valeur est prévue en cas de présence d'une partie civile assistée ou représentée par son avocat. Cette majoration de 3 unités de valeur suppose donc en pratique que la personne a donné au préalable son accord à la proposition de peine formulée par le procureur de la République, car à défaut, il ne peut y avoir d'audience d'homologation au cours de laquelle sera examinée la demande de la victime.

Votre attention est appelée sur le fait que cette rétribution est due, quelle que soit l'issue de la procédure.

L'avocat qui assiste une personne dans le cadre de cette comparution, a droit à cette rétribution, aussi bien dans l'hypothèse où la personne concernée aura refusé la peine proposée par le représentant du ministère public, que dans celle où le président du tribunal de grande instance ou le juge délégué par lui se sera prononcé par ordonnance, soit pour homologuer les peines proposées et acceptées, soit pour refuser cette homologation. La rémunération est notamment due, même si la personne, après avoir demandé un délai de réflexion, ne se présente pas à l'audience d'homologation.

En conséquence, l'attestation de mission peut être délivrée dans tous les cas de succès ou d'échec de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité et, notamment, en cas de renvoi de la personne qui en a fait l'objet, devant le tribunal correctionnel.

Dans cette dernière hypothèse, l'avocat qui assiste le prévenu, après l'échec d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, peut prétendre au versement de la rétribution prévue, en matière correctionnelle, par la ligne VIII.8 du barème annexé à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991, soit 8 unités de valeur.

Le même avocat qui assure la défense d'une personne, au stade de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, et ensuite, devant le tribunal correctionnel, en cas d'échec de cette dernière procédure, pourra donc cumuler les deux rétributions, soit 13 unités de valeur.

En cas de refus de la peine proposée par la personne faisant l'objet de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, l'attestation de mission est délivrée par le secrétariat du procureur de la République ou par le greffier qui a assisté à la comparution devant le procureur de la République, au vu de la production, par l'avocat, du procès-verbal de présentation et de la décision d'admission à l'aide juridictionnelle.

En cas de présentation de la personne concernée devant le juge de l'homologation, l'attestation est délivrée par le greffier du tribunal de grande instance sur présentation de la décision d'admission à l'aide juridictionnelle, au moment où l'ordonnance est rendue, ou avec l'expédition de la décision du juge qui sera adressée à l'avocat. Une attestation est délivrée dans les mêmes conditions si la personne qui a demandé un délai ne vient pas à l'audience d'homologation.

Il y a lieu de préciser que le montant de la rétribution des avocats qui assistent une partie civile au cours d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, est celui prévu par la ligne VI. 1 du barème annexé à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991, soit 8 unités de valeur.

Votre attention est appelée sur le fait que cette procédure entre en vigueur au 1^{er} octobre 2004.

C/ La rétribution de l'avocat due au titre de son intervention auprès d'un condamné bénéficiaire de l'aide juridictionnelle devant les juridictions de l'application des peines.

Les articles 159 à 167 et 184 à 193 de la loi du 9 mars 2004 précitée ont aménagé l'organisation et les compétences des juridictions en matière d'application des peines.

Les juridictions spécialisées, compétentes, tant en première instance qu'en appel, pour statuer sur la libération conditionnelle, ont été supprimées. Aussi, le décret procède-t-il à la suppression des lignes XI.3 et XI.4 du barème de rétribution des avocats annexé à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

Les juridictions compétentes, en vertu de la loi précitée du 9 mars 2004 et **en matière d'application des peines**, sont, en première instance, le juge de l'application des peines, le juge des enfants exerçant les fonctions dévolues au juge de l'application des peines, le tribunal de l'application des peines et le tribunal pour enfants exerçant les attributions dévolues au tribunal de l'application des peines et, en appel, la chambre de l'application des peines, son président ou la chambre spéciale des mineurs.

En conséquence, **les lignes XI.1 et XI.2 du barème annexé à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 précité, ont été modifiées** pour tenir compte de ce nouvel aménagement.

Votre attention est particulièrement appelée sur **la procédure prévue par les articles 723-20 à 723-28 du code de procédure pénale**, introduits par l'article 186 de la loi du 9 mars 2004 précitée.

Cette procédure donne **compétence au directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation pour proposer une mesure d'aménagement de peine des condamnés en fin de peine.**

La proposition de ce fonctionnaire est transmise au juge de l'application des peines, qui dispose, à compter de la réception de la requête le saisissant, d'un délai de trois semaines pour se prononcer, par ordonnance, sur la mesure proposée en homologuant cette dernière ou bien en refusant de l'homologuer.

Que le juge de l'application des peines ainsi saisi, accepte ou refuse d'homologuer la mesure d'aménagement proposée, la procédure portée devant lui et qui aboutit à sa décision, est de nature juridictionnelle et est donc susceptible de donner lieu à rétribution de l'avocat qui prête son concours au condamné bénéficiaire de l'aide juridictionnelle. Il en est de même en appel, s'agissant des décisions du président de la chambre de l'application des peines de la cour d'appel, compétent pour statuer sur les ordonnances du juge de l'application des peines.

En revanche, dans l'hypothèse où le juge de l'application des peines n'a pas répondu dans le délai de trois semaines sus-mentionné, le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation peut décider d'exécuter la mesure d'aménagement par lui proposée. Sa décision, qui, aux termes de l'article 723-24 du code de procédure pénale, présente la nature d'une mesure d'administration judiciaire, dépourvue de caractère juridictionnel, n'est pas, de ce fait, susceptible de donner lieu à l'attribution de l'aide juridictionnelle.

Votre attention est appelée **sur l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2005**, du nouveau dispositif applicable, sur le fondement du II de l'article 207 de la loi n° 2004-204 du 10 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, en matière d'application des peines. Jusqu'au 31 décembre 2004, les lignes XI.1 et XI.2 du barème demeurent applicables dans leur rédaction antérieure au décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004, pour les missions afférentes à des procédures introduites devant le juge de l'application des peines, le juge des enfants statuant en matière d'application des peines et la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines.

II. LES AMELIORATIONS APPORTEES A LA COHERENCE DU BAREME DE RETRIBUTION DES AVOCATS INTERVENANT AU TITRE DE L'AIDE JURIDICTIONNELLE.

Deux séries de modifications, permettant d'améliorer la cohérence d'ensemble du barème ont été décidées, la première portant sur la procédure pénale, la seconde sur le contentieux administratif.

A/ Le renforcement de la cohérence du barème en matière pénale.

Deux dispositions, issues du décret, aboutissent à une meilleure intelligibilité du barème.

- 1) En premier lieu, le décret rectifie une omission de la réglementation précédemment applicable, en rétablissant, à la ligne X.1 du barème annexé à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 précité, la mention (4), relative à la possible majoration de 6 unités de valeur par jour supplémentaire d'audience, accordée à l'avocat qui assiste un prévenu devant la chambre des appels correctionnels.**

- 2) En second lieu, le nouveau libellé des lignes XI.1 et XI.2, afférentes à la rétribution de l'avocat assurant la défense d'un condamné devant les juridictions compétentes en matière d'application des peines, tient compte des modifications d'ordre procédural intervenues, en ce domaine, depuis la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 et confirmées depuis l'adoption de la loi du 9 mars 2004 précitée. C'est ainsi que les intitulés des lignes XI.1 et XI.2 ne font plus mention de l'exigence d'un débat contradictoire, que ce soit en première instance ou en appel, pour permettre la rétribution de l'avocat qui intervient auprès d'un condamné bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, dans le déroulement d'une procédure d'application des peines devant le juge. **La rétribution de l'avocat est donc prévue, que la procédure se soit déroulée avec ou sans débat contradictoire.**

B/ Les améliorations du barème applicable aux procédures administratives contentieuses.

Le décret procède, d'une part, à une nouvelle distribution des coefficients du barème s'appliquant aux procédures de référé devant les juridictions administratives de droit commun et, d'autre part, à une présentation plus claire des dispositions afférentes à la rétribution des avocats assistant, devant les juridictions prévues par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (tribunaux départementaux des pensions en première instance et, en appel, cours régionales des pensions), une partie bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.

- 1) En matière de **référés devant le juge administratif de droit commun**, le décret a une double portée.

-Il modifie les intitulés des lignes de **la rubrique XIV** du barème annexé à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 précité, afin de prévoir une rétribution de l'avocat pour toutes les procédures concernées, la réglementation jusqu'alors en vigueur ne prévoyant une telle rétribution que pour les procédures de référé qu'elle mentionnait expressément.

En conséquence, **l'ensemble des procédures de référé et des procédures spéciales de suspension pourra donner lieu au versement de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats prêtant leur concours à des parties bénéficiaires de l'aide juridictionnelle.**

- Il harmonise les niveaux de rétribution des avocats en regroupant, sous un libellé figurant à une ligne unique (ligne XIV.3), les procédures de référé d'urgence issues de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000, en leur assignant le même niveau de rétribution, soit un coefficient de **8 unités de valeur**, les diligences accomplies par l'avocat étant comparables dans les cas de figure visés par les trois procédures concernées.

Ainsi, les trois procédures prévues respectivement par le titre II du livre V du code de justice administrative en sa partie législative (**référé suspension, référé sauvegarde ou référé liberté, référé conservatoire ou référé mesure utile**), **donnent lieu à une rétribution équivalente de l'avocat.**

De même, la ligne XIV.4 regroupe toutes les procédures spéciales de référé –autres que le référé fiscal, prévu par la ligne XIV.2 qui demeure inchangée- et de suspension, en fixant le même coefficient de rétribution, de **4 unités de valeur.**

A titre d'exemples, le référé constat et le référé provision donnent lieu à une rétribution à hauteur de 4 unités de valeur.

2) Le décret procède à la consolidation, dans le décret du 19 décembre 1991 précité, des dispositions du décret n° 59-327 du 20 février 1959 relatif **aux juridictions des pensions**, qui fixent la rétribution de l'avocat assistant une partie bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, devant les tribunaux départementaux des pensions et les cours régionales des pensions.

A cet égard, la portée du décret consiste en une amélioration de la présentation des dispositions en question. Il n'en résulte aucun changement dans l'intitulé ou le niveau de rétribution des procédures concernées. **L'insertion de la ligne XVI.1, consacrée aux procédures introduites devant les juridictions administratives spécialisées en matière de pensions**, dans le barème annexé à l'article 90 du décret du 19 décembre 1991, confère une plus grande cohérence au libellé de la ligne XVI.2, qui a trait à la rétribution de l'avocat au titre de toute procédure portée devant n'importe quelle juridiction administrative spécialisée, à l'exception de celles qui sont expressément appréhendées par le barème : tribunaux départementaux et cours régionales des pensions, commission des recours des réfugiés.

L'ensemble des dispositions portant amélioration du barème en matière de procédures administratives contentieuses est applicable postérieurement au 30 septembre 2004, date de publication du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004.

III. Rappel.

Il est rappelé que les missions correspondant aux diligences accomplies par les avocats qui prêtent leur concours, devant le juge des libertés et de la détention, à des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle, sur le fondement de l'article L. 3211-12 du code de la santé publique (hospitalisations sans consentement), donnent lieu à une rétribution de **4 UV** sur le fondement de la ligne IV.5 « Requêtes » de la rubrique « Autres matières civiles » du tableau annexé à l'article 90 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 précité, ce magistrat étant saisi, hors de toute procédure pénale, par simple requête, aux termes des dispositions de l'article L. 3211-12 précité.

IV. Modification des attestations de mission, de la nomenclature statistique et des applications informatiques

A. Modification des attestations de mission

De nouveaux imprimés d'attestation de mission en matière administrative et pénale ont été élaborés et figurent en annexe 3 et 4.

En ce qui concerne les attestations de mission pénale, le nouveau modèle figurant en annexe 3 se substitue à l'ancien modèle pour les missions achevées à compter du 1^{er} octobre jusqu'au 31 décembre 2004. Pour les missions achevées à compter du 1^{er} janvier 2005, le modèle joint en annexe 4 se substitue au précédent sus-mentionné, valable jusqu'au 31 décembre 2004.

Pour les attestations de mission en matière administrative, les nouveaux imprimés de l'annexe 3 se substituent aux anciens modèles pour les missions achevées à compter du 1^{er} octobre 2004.

Les imprimés d'attestation de mission en matière civile et en matière de médiation pénale ou de composition pénale restent inchangés.

J'appelle votre attention sur la nécessité d'utiliser les nouveaux imprimés pour certifier les missions achevées à compter de la publication du décret et de bien renseigner sur l'attestation de mission la date d'achèvement de la mission, donnée indispensable à la CARPA pour la saisie informatique de la rétribution de l'avocat. En revanche, pour les missions achevées avant le 1^{er} octobre 2004, les anciens imprimés doivent être utilisés.

B. Modification de la nomenclature statistique des natures de procédures

La codification des décisions des bureaux d'aide juridictionnelle devra respecter, du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004, la table codant les natures de procédures qui figure en annexe 5.

Une nouvelle table, applicable à compter du 1^{er} janvier 2005, qui prendra en compte la réforme des procédures d'application des peines et les réformes à venir, sera diffusée avant la fin du mois de décembre 2004.

C. Modification des applications informatiques

- Les logiciels d'aide juridictionnelle seront modifiés afin de permettre aux bureaux d'aide juridictionnelle d'avoir la nouvelle table des codes nature de procédures.

* logiciel AJWIN

Les bureaux d'aide juridictionnelle actuellement dotés de l'application AJWIN recevront prochainement une nouvelle version (8.23). Un document récapitulatif des modifications est joint en annexe 6 de la présente circulaire et sera également mis en ligne sur le site Intranet de la DSJ-rubrique informatique.


* logiciel BAJ-BSI

La mise à jour des sites encore équipés du logiciel BAJ-BSI sera effectuée par le RPVJ et s'accompagnera d'une note explicative.

* * *

Je vous prie de bien vouloir transmettre sans délai la présente circulaire à l'ensemble des magistrats et fonctionnaires concernés.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître, sous le timbre du service de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la ville, les difficultés que vous seriez susceptibles de rencontrer dans l'application de cette circulaire.



Marie Christine LEROY

SOMMAIRE DES ANNEXES

1. Décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004.
2. Barème de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats pour les missions d'aide juridictionnelle achevées postérieurement à la date de publication du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004 et jusqu'au 31 décembre 2004.
3. Nouveaux imprimés d'attestations de fin de mission, à utiliser, en matière administrative, pour les missions achevées postérieurement à la date de publication du décret et, en matière pénale, pour les missions achevées du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004.
4. Nouveaux imprimés d'attestations de fin de mission, à utiliser, en matière pénale, pour les missions achevées à compter du 1^{er} janvier 2005.
5. Nouvelle table de codification de la nature des procédures valable du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004.
6. Descriptif concernant les modifications apportées au logiciel AJWIN suite au décret n°2004-1025 du 29 septembre 2004.

ANNEXE 1

J.O n° 228 du 30 septembre 2004 page 16809
texte n° 17

Décrets, arrêtés, circulaires Textes généraux Ministère de la justice

Décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004 modifiant le décret n° 59-327 du 20 février 1959 relatif aux juridictions des pensions et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique

NOR: JUSJ0490010D

Le Premier ministre,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,
Vu le code de procédure pénale ;
Vu le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, et notamment son article L. 104-1 ;
Vu le code de justice administrative, notamment ses articles L. 521-1 et suivants ;
Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée relative à l'aide juridique, notamment son article 70 ;
Vu la loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité ;
Vu le décret n° 59-327 du 20 février 1959 modifié relatif aux juridictions des pensions ;
Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;
Vu l'avis du Conseil national de l'aide juridique en date du 14 mai 2004 ;
Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu, Décrète :

Article 1

Le tableau de l'article 90 du décret du 19 décembre 1991 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

I. - La rubrique VIII du tableau annexé à l'article 90 est ainsi complétée :

1° Il est créé une ligne VIII.9, intitulée « Assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité. » ;
2° Dans la colonne « coefficients », le coefficient figurant en face de la ligne VIII.9 est fixé à 5. Après ce chiffre est ajoutée la mention : « (3) ».

II. - La rubrique « X. - Procédures d'appel et procédures devant la chambre d'instruction » est ainsi complétée :

1° A la ligne X.1, dans la colonne « coefficients », il est ajouté, après la mention « (3) », la mention « (4) » ;

2° La ligne X.2 est ainsi complétée :

Après le mot : « extradition », sont ajoutés les mots : « et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen ».

III. - La rubrique « XI. - Procédure d'application des peines » est modifiée ainsi qu'il suit :

1° Son intitulé est le suivant : « Procédures d'application des peines » ;

2° La ligne XI.1 est ainsi libellée :

« Assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines, le tribunal de l'application des peines ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines » ;

3° La ligne XI.2 est ainsi libellée :

« Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines de la cour d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs » ;

4° Les lignes XI.3 et XI.4 sont supprimées ;

5° La ligne XI.5 devient la ligne XI.3 ; dans la colonne « coefficients », le coefficient figurant en face de la ligne XI.3 est maintenu à 2.

IV. - La rubrique « XIV. - Tribunal administratif et cour administrative d'appel » est modifiée ainsi qu'il suit :

1° La ligne XIV.2 est ainsi libellée : « Référé fiscal » ;

2° La ligne XIV.3 est ainsi libellée : « Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire » ;

3° La ligne XIV.4 est ainsi libellée : « Autres référés et procédures spéciales de suspension » ;

4° Dans la colonne « coefficients », le coefficient figurant en face de la ligne XIV.2 est maintenu à 6, le coefficient figurant en face de la ligne XIV.3 est fixé à 8 et le coefficient figurant en face de la ligne XIV.4 est fixé à 4.

V. - La rubrique « XVI. - Autres juridictions administratives sauf Conseil d'Etat » est modifiée ainsi qu'il suit :

1° Son intitulé est le suivant : « Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions et les autres juridictions administratives, sauf le Conseil d'Etat » ;

2° Dans la colonne « coefficients », le coefficient figurant en face de la rubrique XVI est supprimé ;

3° Il est créé deux lignes intitulées respectivement « XVI.1. Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions » et « XVI.2. Autres juridictions administratives » ;

4° Dans la colonne « coefficients », les coefficients figurant en face des lignes « XVI.1. Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions » et « XVI.2. Autres juridictions administratives » sont respectivement fixés à 20 et 14.

Article 2

L'article 119 du décret du 19 décembre 1991 susvisé est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le présent article n'est pas applicable aux admissions à l'aide juridictionnelle prononcées pour des instances introduites sur le fondement du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. »

Article 3

Le dernier alinéa de l'article 8 du décret du 20 février 1959 susvisé est supprimé.

Article 4

L'article 1er du présent décret est applicable aux missions d'aide juridictionnelle achevées postérieurement à la date de sa publication.

Toutefois, les 4° et 5° du III de l'article 1er n'entrent en vigueur qu'à compter du 1er janvier 2005.

Article 5

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre de la défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 septembre 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Dominique Perben

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Nicolas Sarkozy

La ministre de la défense,
Michèle Alliot-Marie

ANNEXE 2

BAREME DE LA CONTRIBUTION DE L'ÉTAT A LA RETRIBUTION DES AVOCATS POUR LES MISSIONS D'AIDE JURIDICTIONNELLE ACHEVEES POSTERIEUREMENT A LA DATE DE PUBLICATION DU DECRET N° 2004-1025 DU 29 SEPTEMBRE 2004 ET JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2004.

BAREME DE LA CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA RETRIBUTION DES MISSIONS D'AIDE JURIDICTIONNELLE

(articles 90 et 153 du décret modifié n°91-647 du 19 décembre 1991, articles 5 et 10 du décret modifié n°91-1369 du 30 décembre 1991)

barème applicable du 1er octobre au 31 décembre 2004

PROCEDURES	coefficient de base	MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES DANS LA LIMITE DE 16 UV				
		Incidents (1) (dans la limite de 3 majorations)	Expertises		Vérifications personnelles du juge	Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales
			sans déplacement	avec déplacement		
I.- Droits des personnes						
I.1 Divorce pour faute	36	3	4	9	5	2
I.2 Divorce requête conjointe et autres	30 (2)	3	4	9	5	2
I.3 Procédure après divorce devant le juge aux affaires familiales (JAF)	14		4	9	5	2
I.4 Autres instances devant le JAF	16		4	9	5	2
I.5 Incapacités	10		4	9	5	2
I.6 Assistance éducative	16					
I.7 Autres demandes (cf. IV)						
II.- Droit social						
II.1 Prud'hommes	30		4	9	5	2
II.2 Prud'hommes avec départage	36		4	9	5	2
II.3 Référé prud'homal	16		4	9	5	2
II.4 Référé prud'homal avec départage	24		4	9	5	2
II.5 Tribunal des affaires de sécurité sociale	14		4	9	5	2
II.6 Autres demandes (cf. IV)						
III. - Baux d'habitation						
III.1. Instance au fond	21		4	9	5	2
III.2. Référé	16		4	9	5	2

PROCEDURES	coefficient de base	MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES DANS LA LIMITE DE 16 UV				
		Incidents (1) (dans la limite de 3 majorations)	Expertises		Vérifications personnelles du juge	Autres mesures d'instruction dont enquêtes sociales
			sans déplacement	avec déplacement		
IV.- Autres matières civiles						
IV.1 Tribunal de grande instance et tribunal de commerce, instance au fond (3)	26 (4)	3	4	9	5	2
IV.2 Autres juridictions, instance au fond (5)	16		4	9	5	2
IV.3 Référés	8		4	9	5	2
IV.4 Matière gracieuse	8					
IV.5 Requête	4					
IV.6 Difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution	4					
IV.7 Demande de réparation d'une détention provisoire	6 (6)					
V- Appel						
V.1 Appel et contredit	14 (7) (*)	3	4	9	5	2
V.2 Appel avec référé	18 (7) (*)	3	4	9	5	2

(1) Ces incidents sont ceux qui donnent lieu, après discussion contradictoire, à une décision du magistrat chargé de l'instruction de l'affaire, dans les cas prévus aux 1° à 4° de l'article 771 du nouveau code de procédure civile et aux articles 911, 912 et 944 du même code

(2) Porté à 50 U.V. quand le même avocat représente deux époux et que ceux-ci ont tous deux l'aide juridictionnelle.

(3) Ainsi qu'en cas de renvoi à la formation collégiale (art. L. 311-12-2 du code de l'organisation judiciaire)

(4) Le nombre d'U.V. est de 26 pour les missions d'aide juridictionnelle achevées à compter du 1er janvier 2004.

Pour les missions achevées entre la date de publication du décret n° 2003-853 du 5 septembre 2003 et le 31 décembre 2003, il est de 24.

(5) Y compris le juge de l'exécution et le juge de proximité

(6) Ce coefficient est porté à 8 lorsque l'avocat intervenant au cours de la procédure de demande de réparation n'est pas l'avocat qui est intervenu au cours de la procédure pénale clôturée par la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement

(7) Ces coefficients sont portés respectivement à 20 et 24 en cas de procédure d'appel sans représentation obligatoire

(*) Ces coefficients sont portés respectivement à 20 et 24 lorsque l'avocat exerce les attributions de l'avoué en Alsace Moselle (article 153 du décret du 19 décembre 1991) et dans les DOM

PROCEDURES	COEFFICIENTS	
VI.- Partie civile		
VI.1 Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement de premier degré, à l'exception des procédures mentionnées aux VI.2 et VI.4.	8	
VI.2. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 4ème classe)	2	
VI.3. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels	13	
VI.4. Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	35	(1)
VI.5. Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle (2)	8	
VI.6. Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle (2)	18	
<i>En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution est due</i>		
VII.- Procédures criminelles		
VII.1. Instruction criminelle	50	
VII.2. Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel	50	(1)
VIII.- Procédures correctionnelles		
VIII.1. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché	3	
VIII.2. Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2	

PROCEDURES	COEFFICIENTS	
VIII.3. Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat	4	
VIII.4. Instruction correctionnelle avec détention provisoire (JI ou JE)	20	
VIII.5. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JI)	12	
VIII.6. Instruction correctionnelle sans détention provisoire (JE) avec renvoi devant le tribunal pour enfants	12	
VIII.7. Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction)	6	(3)
VIII.8. Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants	8	(3) (4)
VIII.9. Assistance d'un personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité	5	(3)
<i>IX.- Procédures contraventionnelles</i>		
Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 5ème classe)	2	(3)
<i>X.- Procédures d'appel et procédures devant la chambre de l'instruction</i>		
X.1 Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels	8	(3) (4)
X.2 Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (5) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen)	5	
<i>Les missions d'assistance pour les phases d'instruction et de jugement devant les tribunaux des forces armées sont rétribuées selon les coefficients applicables aux juridictions de droit commun</i>		
<i>Les prestations devant la chambre de l'instruction et les tribunaux des forces armées sont rétribuées de la même façon que pour la phase procédurale à l'occasion de laquelle ils sont amenés à statuer.</i>		
<i>XI.- Procédure d'application des peines</i>		

PROCEDURES	COEFFICIENTS	
XI.1. Assistance d'un condamné pour un débat contradictoire devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines	4	(6)
XI.2. Représentation d'un condamné pour un débat contradictoire devant la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines	4	(6)
XI.3. Assistance d'un condamné pour un débat contradictoire devant la juridiction régionale de la libération conditionnelle	4	(6)
XI.4. Représentation d'un condamné pour un débat contradictoire devant la juridiction nationale de la libération conditionnelle	4	
XI.5. Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2	
<i>XII-rubrique supprimée par l'article 8 du décret du 2 avril 2003</i>		
<i>XIII.- Procédures prévues par l'ordonnance n°45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France</i>		
XIII.1. Article 35 bis	4	
XIII.2. Article 35 quater	4	(7)
<i>XIV. - Tribunal administratif et cour administrative d'appel</i>		
XIV.1. Affaires au fond	20	(8)
XIV.2. Référé fiscal	6	
XIV.3. Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire	8	
XIV.4. Autres référés et procédures spéciales de suspension	4	
XIV.5. Difficulté d'exécution d'une décision	6	
XIV.6. Reconduite d'étrangers à la frontière	6	
<i>XV.- Commission des recours des réfugiés</i>		
	8	
<i>XVI.- Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions et les autres juridictions administratives sauf le Conseil d'Etat</i>		
XVI.1 Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions	20	
XVI.2 Autres juridictions administratives	14	

PROCEDURES	COEFFICIENTS
<i>XVII.- Commissions administratives</i>	
XVII.1. Commissions d'expulsion des étrangers	6
XVII.2. Commission de séjour des étrangers	6
<i>XVIII. - Audition de l'enfant en justice</i>	3 (9)
<i>XIX.- Procédure de révision</i>	
XIX.1- Assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision	7
XIX.2- Assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision	10
XIX.3- Assistance ou représentation de la partie civile devant la cour	7
<i>XX.- Réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme-Assistance ou représentation d'un condamné devant la commission de la Cour de Cassation</i>	17

(1) Majoration possible : 16 U.V. par jour supplémentaire

(2) Une seule contribution est due pour l'assistance de la partie lors de l'ensemble de la phase procédurale visée, que la chambre de l'instruction ait été ou non saisie

(3) Majoration en cas de présence d'une partie civile assistée ou représentée par un avocat : 3 U.V. -

(4) Majoration par jour supplémentaire d'audience : 6 UV

(5) L'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à une rétribution forfaitaire de 5 UV.

(6) Majoration lorsque le débat contradictoire ou une audition préalable du condamné en présence de son avocat a lieu au sein de l'établissement pénitentiaire : 1 U.V.

(7) Majoration en cas d'audience dans l'emprise portuaire et aéroportuaire : 1 U.V.

(8) Majorations possibles cumulables dans la limite de 16 U.V. en cas

- d'expertise avec ou sans déplacement: 4 U.V. ou 9 U.V.

- visite des lieux ou enquêtes : 5 U.V.

(9) Majoration possible : 1 U.V. par audition supplémentaire décidée par le juge dans la limite de trois majorations

ANNEXE 3

NOUVEAUX IMPRIMES D'ATTESTATIONS DE FIN DE MISSION, A UTILISER, EN MATIERE ADMINISTRATIVE, POUR LES MISSIONS ACHEVEES POSTERIEUREMENT A LA DATE DE PUBLICATION DU DECRET ET, EN MATIERE PENALE, POUR LES MISSIONS ACHEVEES DU 1^{ER} OCTOBRE AU 31 DECEMBRE 2004.

Juridiction
(adresse-Cachet)

Modèle d'attestation à utiliser pour les missions achevées du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée

Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié

**ATTESTATION DE MISSION
AFFAIRES PÉNALES**

Bureau du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004

N° A.F.M.

Délivrée à Maître

Inscrit au Barreau de

Dans l'affaire c/

n° Parquet Aide juridictionnelle ☐ TOTALE ☐ PARTIELLE ☐

Décision du B.A.J. du N° B.A.J.

n°	NATURE DE LA MISSION - AFFAIRES PÉNALES (1)	Coeff. U.V. (2)
1	Instruction criminelle	50
2	Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (a)	50
2-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché	3
3	Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2
3-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire assurés par le même avocat	4
4	Instruction correctionnelle avec détention provisoire devant le juge d'instruction ou le juge des enfants	20
5	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge d'instruction	12
6	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge des enfants avec renvoi devant le tribunal pour enfants	12
7	Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction) (b).	6
8	Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants (b) (c)	8
8-1	Assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (b)	5
9	Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 5ème classe) (b)	2
10	Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels (b) (c)	8
10-1	Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (3) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen).	5
11	Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 4ème classe)	2
12	Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant une juridiction de jugement du 1er degré (à l'exception des procédures mentionnées aux V1.2 et V1.4)	8
13	Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant la chambre des appels correctionnels	13
14	Assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (d)	35
15	Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle	8
16	Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle	18
17	Assistance d'un condamné pour un débat contradictoire devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines (e)	4
18	Représentation d'un condamné pour un débat contradictoire devant la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines (e)	4
19	Assistance d'un condamné pour un débat contradictoire devant la juridiction régionale de la libération conditionnelle (e)	4
20	Représentation d'un condamné pour un débat contradictoire devant la juridiction nationale de la libération conditionnelle	4
21	Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2
22	Assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision	7
23	Assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision	10
24	Assistance ou représentation de la partie civile devant la cour pour la procédure de révision	7
26	Assistance ou représentation d'un condamné devant la commission de la Cour de cassation lors du réexamen d'une décision pénale, consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme	17

(1) - En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution est due.
Les missions d'assistance pour les phases d'instruction et de jugement devant les tribunaux des forces armées sont rétribuées selon les coefficients applicables aux juridictions de droit commun.

(2) - Cocher la case correspondante

(3) - L'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à une rétribution forfaitaire de 5 UV

MAJORATIONS				
n°	Types de majorations	Coeff. U.V.	Majoration	Total
30	(c) Jour supplémentaire d'audience	10	x10	
40	(b) Présence d'une partie civile assistée d'un avocat	3	x3	
42	(d) Jour supplémentaire d'audience pour l'assistance d'une partie civile ou d'un civillement responsable devant la cour d'assises	16	x16	
43	(e) Débat contradictoire ou audition préalable du condamné en présence de son avocat au sein de l'établissement pénitentiaire	1	x1	
44	(a) Jour supplémentaire d'audience pour l'assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises mineurs, le tribunal pour enfants statuant au criminel	16	x16	

Nous Greffier en chef de attestons que l'avocat nommé ci-dessus a accompli
le la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à avant application du taux d'aide juridictionnelle partielle, (nombre d'UV en lettres).

L'application du taux d'aide juridictionnelle partielle sera effectuée par la CARPA lors du paiement de l'avocat.

A le

Signature :

Juridiction
(adresse-Cachet)

Modèle d'attestation à utiliser pour les missions achevées
à partir du 1^{er} octobre 2004

**AIDE JURIDICTIONNELLE
ATTESTATION DE MISSION**

**INSTANCE ADMINISTRATIVE
APRES ECHEC DES POURPARLERS TRANSACTIONNELS**

Barème du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004

N° AFM

DÉLIVRÉE A MAÎTRE

INSCRIT AU BARREAU DE

DANS L'AFFAIRE

N°

DÉCISION DU BAJ DU

N° BAJ

AIDE JURIDICTIONNELLE

☐ TOTALE

☐ PARTIELLE %

Rétribution de l'avocat au titre des pourparlers ayant échoué :

nombre d'UV pourcentage : ☐ 50% ☐ % jusqu'à 75% au maximum, en raison des diligences particulières de l'avocat (1) au titre de la décision du BAJ du n° BAJ

ayant accordé une aide juridictionnelle ☐ totale ☐ partielle %

I - PROCÉDURES TA, CAA		Coeff uv	Total Uv (2)	II - MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES (dans la limite de 16 UV)		Coeff uv	Majo- ration	Total Uv (2)
1	Affaires au fond (Majorations voir II)	20		6	Expertise sans déplacement	4	4 x.	
3-4	Référé fiscal	6		7	Expertise avec déplacement	9	9x.	
3-5	Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire	8		8	Visite des lieux ou enquêtes	5	5x	
3-6	Autres référés et procédures spéciales de suspension	4		III - AUTRES PROCÉDURES				
4-1	Difficulté d'exécution d'une décision	6				Coeff uv	Total Uv (2)	
				10	Autres juridictions administratives sauf Conseil d'Etat	14		

Nous, Greffier en chef/Secrétaire⁽³⁾ de

Attestons que l'avocat nommé ci-dessus a accompli le la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à UV, avant application du taux d'aide juridictionnelle partielle et de l'imputation de la rétribution précédemment allouée pour des pourparlers ayant échoué (4) (nombre d'UV en lettres)

Cette application et cette imputation seront effectuées par la CARPA lors du paiement de l'avocat.

A , le

Signature :

(1) reporter ici le pourcentage de la rémunération effectivement accordée à l'avocat au titre des pourparlers ayant échoué

(2) cocher la case correspondante

(3) rayer la mention inutile

(4) Imputation dans le cas d'une instance engagée entre les **mêmes** parties en raison du **même** différend, du montant de la rétribution versée au **même** avocat.

Juridiction
(adresse-Cachet)

Modèle d'attestation à utiliser pour les missions achevées
à partir du 1^{er} octobre 2004

AIDE JURIDICTIONNELLE

ATTESTATION DE MISSION

ORDRE ADMINISTRATIF ET COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

Barème du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004

N° AFM

DÉLIVRÉE A MAÎTRE

INSCRIT AU BARREAU DE

DANS L'AFFAIRE

N°

DÉCISION DU BAJ DU

N° BAJ

AIDE JURIDICTIONNELLE ☐ TOTALE ☐ PARTIELLE ☐ %

I - PROCÉDURES TA-CAA, Tribunal départemental des Pensions Cour régionale des Pensions		Coeff uv	Total Uv (1)	II - MAJORATIONS POSSIBLES CUMULABLES (dans la limite de 16 UV)		Coeff uv	Majo- ration	Total Uv (1)
1	Affaires au fond (Majorations voir II)	20		6	Expertise sans déplacement	4	4 x.	
3-4	Référé fiscal	6		7	Expertise avec déplacement	9	9x.	
3-5	Référé suspension, référé liberté, référé conservatoire	8		8	Visite des lieux ou enquêtes	5	5x	
3-6	Autres référés et procédures spéciales de suspension	4		III - AUTRES PROCÉDURES				
4-1	Difficulté d'exécution d'une décision	6				Coeff uv	Total Uv (1)	
5	Reconduite d'étrangers à la frontière	6		9	Commission des recours des réfugiés	8		
5-1	Assistance d'un requérant devant le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale des pensions	20		10	Autres juridictions administratives	14		
				11	Commission d'expulsion des étrangers	6		
				12	Commission de séjour des étrangers	6		

Nous Greffier en chef / Secrétaire de (2)
attestons que l'avocat nommé ci-dessus a accompli le la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à (3) UV, **avant application du taux d'aide juridictionnelle partielle**
(nombre d'UV en lettres)

L'application du taux d'aide juridictionnelle partielle sera effectuée par la CARPA lors du paiement de l'avocat

A , le
Signature

(1) Cocher la case correspondante

(2) Rayer la mention inutile

(3) indiquer le nombre d'UV en chiffres et en lettre

ANNEXE 4

**NOUVEAUX IMPRIMES D'ATTESTATIONS DE FIN DE MISSION, A UTILISER, EN MATIERE
PENALE, POUR LES MISSIONS ACHEVEES A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2005 .**

Juridiction
(adresse-Cachet)

Modèle d'attestation à utiliser pour les missions achevées à compter du 1^{er} janvier 2005

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée
Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié

**ATTESTATION DE MISSION
AFFAIRES PÉNALES**

Barème du décret n° 2004-1025 du 29 septembre 2004

N° A.F.M.

Délivrée à Maître

Inscrit au Barreau de

Dans l'affaire c/

n° Parquet Aide juridictionnelle ☐ TOTALE ☐ PARTIELLE ☐

Décision du B.A.J. du N° B.A.J.

n°	NATURE DE LA MISSION - AFFAIRES PÉNALES (1)	Coeff. U.V. (2)
1	Instruction criminelle	50
2	Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (a)	50
2-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché	3
3	Débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire	2
3-1	Première comparution devant le juge d'instruction ou le juge des enfants ou présentation du mineur devant le Procureur de la République dans le cadre d'un jugement à délai rapproché et débat contradictoire relatif à la détention provisoire assurés par le même avocat	4
4	Instruction correctionnelle avec détention provisoire devant le juge d'instruction ou le juge des enfants	20
5	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge d'instruction	12
6	Instruction correctionnelle sans détention provisoire devant le juge des enfants avec renvoi devant le tribunal pour enfants	12
7	Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet y compris la phase d'instruction) (b)	6
8	Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants (b) (c)	8
8-1	Assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (b)	5
9	Assistance d'un prévenu devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 5ème classe) (b)	2
10	Assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels (b) (c)	8
10-1	Assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention (3) et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen).	5
11	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police ou le juge de proximité (contraventions de police de la 1ère à la 4ème classe)	2
12	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant une juridiction de jugement du 1er degré (à l'exception des procédures mentionnées aux VL2 et VL3)	8
13	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels	13
14	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, ou le tribunal pour enfants statuant au criminel (d)	35
15	Assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle	8
16	Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle	18
17	Assistance d'un condamné devant le juge de l'application des peines ou le juge des enfants statuant en matière d'application des peines, le tribunal de l'application des peines ou le tribunal pour enfants statuant en matière d'application des peines (e)	4
17-1	Représentation d'un condamné devant la chambre de l'application des peines de la cour d'appel, son président ou la chambre spéciale des mineurs (e)	4
21	Assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement pour le placement sous surveillance électronique	2
22	Assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision	7
23	Assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision	10
24	Assistance ou représentation de la partie civile devant la cour pour la procédure de révision	7
26	Assistance ou représentation d'un condamné devant la commission de la Cour de cassation lors du réexamen d'une décision pénale, consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme	17

- (1) - En cas de pluralité d'avocats commis ou désignés d'office pour assister une personne à l'occasion des procédures pénales prévues dans la présente rubrique, une seule contribution est due.
Les missions d'assistance pour les phases d'instruction et de jugement devant les tribunaux des forces armées sont rétribuées selon les coefficients applicables aux juridictions de droit commun.
- (2) - Cocher la case correspondante
- (3) - L'ensemble des appels portés au cours de l'instruction devant la chambre de l'instruction donne lieu à une rétribution forfaitaire de 5 UV

MAJORATIONS				
n°	Types de majorations	Coeff. U.V.	Majoration	Total
36	(a) Jour supplémentaire d'audience	6	X6	
37	(b) Présence d'une partie civile assistée d'un avocat	3	X3	
42	(d) Jour supplémentaire d'audience pour l'assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises	16	X16	
43	(e) Débat contradictoire ou audition préalable du condamné en présence de son avocat au sein de l'établissement pénitentiaire	1	X1	
44	(a) Jour supplémentaire d'audience pour l'assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises mineurs, le tribunal pour enfants statuant au criminel	16	X16	

Nous Greffier en chef de attestons que l'avocat nommé ci-dessus a accompli
le la mission pour laquelle il a été désigné.

Arrêtons la présente attestation à avant application du taux d'aide juridictionnelle partielle, (nombre d'UV en lettres).

L'application du taux d'aide juridictionnelle partielle sera effectuée par la CARPA lors du paiement de l'avocat.

A le

Signature :

ANNEXE 5

NOUVELLE TABLE DE CODIFICATION DE LA NATURE DES PROCEDURES VALABLE DU 1^{ER}
OCTOBRE AU 31 DECEMBRE 2004.

NATURE DE LA PROCÉDURE

Nomenclature à utiliser à partir de la parution du décret lors de la demande
d'admission à l'aide juridictionnelle

I - JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ET TRIBUNAL DES CONFLITS

11 - CONSEIL D'ÉTAT

- 111 affaires au fond
- 112 sursis à exécution
- 113 référés
- 114 saisine pour avis

12 - COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL ET TRIBUNAL ADMINISTRATIF

- 121 affaires au fond
- 125 reconduite d'étrangers à la frontière
- 129 difficulté d'exécution d'une décision
- 12 A référé fiscal
- 12 B référé suspension, référé liberté, référé conservatoire
- 12 C Autres référés et procédures spéciales de suspension

14 - TRIBUNAL DES CONFLITS

- 141 toutes procédures

15 - TRIBUNAL DES PENSIONS ET COUR RÉGIONALE DES PENSIONS

- 151 toutes procédures devant le tribunal départemental des pensions
- 152 toutes procédures devant la Cour régionale des pensions

16 - COMMISSION DES RECOURS DES REFUGIES

- 161 toutes procédures devant la commission des recours des réfugiés

19 - AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

- 191 toutes procédures

II - JURIDICTIONS JUDICIAIRES AFFAIRES CIVILES

21 - COUR DE CASSATION

- 211 cassation - chambre civile, commerciale et sociale
- 212 saisine pour avis de la Cour de cassation

22 - COUR D'APPEL

- 221 appel simple
- 222 appel avec référé Premier Président
- 223 appel sans représentation obligatoire
- 224 appel avec référé sans représentation obligatoire

23 - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

- 230 juge de l'exécution (JEX)
- 231 contentieux général (autres que divorces) et/ou procédures collectives
- 232 affaires gracieuses (autres que divorces)
- 233 référés
- 234 requêtes
- 235 divorce pour faute
- 236 divorce sur requête conjointe et autres
- 237 procédure après divorce (JAF)
- 238 difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution
- 239 JAF Juge unique (hors divorce et hors après le divorce)
- 23A divorce sur requête conjointe avec AJ pour les deux parties représentées par le même avocat

24 - JUGE DES ENFANTS

- 241 assistance éducative

25 - TRIBUNAL D'INSTANCE OU JURIDICTION DE PROXIMITE

- 250 JEX
- 251 contentieux général (hors baux d'habitation)
- 252 matière gracieuse
- 253 référés (hors baux d'habitation)
- 254 requêtes
- 255 incapacités (juge des tutelles)
- 256 baux d'habitation (instances au fond)
- 257 baux d'habitation (référés)
- 258 difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution
- 259 juridiction de proximité

26 - CONSEIL DE PRUD HOMMES

- 261 contentieux général
- 262 contentieux général avec départage
- 263 référés
- 264 référés avec départage

27 - TRIBUNAL DE COMMERCE

- 271 contentieux général et/ou procédures collectives
- 272 matière gracieuse
- 273 référés
- 274 requêtes

28 - TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE

- 281 contentieux général

29 - AUTRES PROCÉDURES

- 291 contentieux général devant d'autres juridictions
- 292 référés devant d'autres juridictions
- 293 requêtes devant d'autres juridictions
- 294 audition de l'enfant en justice
- 296 exécution d'une décision (recours à un officier public ou ministériel pour l'exécution d'un titre exécutoire)
- 297 demande de réparation d'une détention provisoire devant le premier président de la Cour d'appel
- 298 demande de réparation d'une détention provisoire, recours devant la commission nationale de réparation

IV - CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ÉTRANGERS

- 411 article 35 bis de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945
- 412 commissions d'expulsion des étrangers
- 413 commissions de séjours des étrangers
- 414 article 35 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945

V - TRANSACTION AVANT L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE

- 512 transaction dans un litige relevant de la compétence de la Cour administrative d'appel ou du tribunal administratif
- 513 transaction dans un litige relevant de la compétence d'une autre juridiction administrative (sauf Conseil d'Etat)
- 522 transaction dans un litige relevant de la compétence de la Cour d'appel

- 523 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal de grande instance
- 524 transaction dans un litige relatif aux baux d'habitation
- 525 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal d'instance (hors baux d'habitation) ou de la juridiction de proximité
- 526 transaction dans un litige relevant de la compétence du Conseil de prud'hommes
- 527 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal de commerce
- 528 transaction dans un litige relevant de la compétence du tribunal des affaires de sécurité sociale
- 529 transaction dans un litige relevant de la compétence d'une autre juridiction civile

VI - JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES ET TRIBUNAL DES CONFLITS APRÈS ÉCHEC DE LA TRANSACTION

62 - COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL ET TRIBUNAL ADMINISTRATIF

- 621 affaires au fond
- 629 difficulté d'exécution d'une décision
- 62 A référé fiscal
- 62 B référé suspension, référé liberté, référé conservatoire
- 62 C Autres référés et procédures spéciales de suspension

63 - AUTRES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES SAUF CONSEIL D'ETAT

- 631 toutes procédures

VII - JURIDICTIONS CIVILES APRÈS ÉCHEC TRANSACTION

72 - COUR D'APPEL

- 721 appel simple
- 722 appel avec référé Premier Président
- 723 appel sans représentation obligatoire
- 724 appel avec référé sans représentation obligatoire

73 - TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

- 731 contentieux général et/ou procédures collectives
- 733 référés
- 738 difficultés d'exécution devant le juge de l'exécution

75 - TRIBUNAL D'INSTANCE OU JURIDICTION DE PROXIMITE

- 751 contentieux général ou JEX (hors baux d'habitation)
- 753 référés (hors baux d'habitation)
- 756 baux d'habitation (instances au fond)
- 757 baux d'habitation (référés)
- 759 Juridiction de proximité

76 - CONSEIL DE PRUD HOMMES

- 761 contentieux général
- 762 contentieux général avec départage
- 763 référés
- 764 référés avec départage

77 - TRIBUNAL DE COMMERCE

- 771 contentieux général et/ou procédures collectives
- 773 référés

78 - TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE

- 781 contentieux général

79 - AUTRES PROCÉDURES

- 791 contentieux général devant d'autres juridictions
- 792 référés devant d'autres juridictions
- 795 juge de l'exécution, instance au fond
- 796 exécution d'une décision (recours à un officier public ou ministériel pour l'exécution d'un titre exécutoire)

VIII - ALTERNATIVES AUX POURSUITES ET COMPOSITION PÉNALE

81 - ALTERNATIVES AUX POURSUITES

- 811 médiation pénale
- 812 réparation mineur (article 12-1 de l'ordonnance du 02/02/45 relative à l'enfance délinquante)

82 - COMPOSITION PÉNALE

- 821 composition pénale

IX - JURIDICTIONS JUDICIAIRES - AFFAIRES PÉNALES

91 - COUR DE CASSATION

- 911 cassation - chambre criminelle
- 912 procédure de révision - assistance ou représentation du requérant devant la commission de révision
- 913 procédure de révision - assistance ou représentation du requérant devant la cour de révision
- 914 procédure de révision - assistance ou représentation de la partie civile devant la cour de révision
- 915 Réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la cour européenne des droits de l'homme

92 - COUR D'APPEL

- 921 assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 922 assistance d'un prévenu devant la chambre des appels correctionnels avec partie civile assistée d'un avocat
- 923 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la chambre des appels correctionnels
- 924 procédure d'extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen

93 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES - INSTRUCTION JI

- 931 1^{ère} comparution devant le juge d'instruction
- 932 débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention
- 933 1^{ère} comparution devant le juge d'instruction et débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention
- 934 instruction correctionnelle avec détention provisoire
- 935 instruction correctionnelle avec détention provisoire y compris débat contradictoire devant le juge des libertés et de la détention et première comparution
- 936 instruction correctionnelle sans détention provisoire
- 937 instruction correctionnelle sans détention provisoire y compris 1^{ère} comparution
- 938 assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle JI
- 939 assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention

94 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES - INSTRUCTION JE

- 941 1^{ère} comparution devant le juge des enfants
- 942 débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention

- 943 1^{ère} comparution devant le juge des enfants et débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire devant le juge des libertés et de la détention
- 944 instruction correctionnelle avec détention provisoire
- 945 instruction correctionnelle avec détention provisoire y compris débat contradictoire devant le juge des libertés et de la détention et première comparution
- 946 instruction correctionnelle sans détention provisoire
- 947 instructions correctionnelle sans détention provisoire y compris 1^{ère} comparution
- 948 assistance d'une partie civile pour une instruction correctionnelle JE
- 949 assistance d'un prévenu pour les appels des ordonnances du juge des enfants et du juge des libertés et de la détention

95 - PROCÉDURES CONTRAVENTIONNELLES

- 951 assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) en l'absence d'une partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 952 assistance d'un prévenu devant le tribunal de police (5^e classe) avec partie civile assistée d'un avocat
- 953 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contraventions de 5^e classe)
- 954 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal de police (contraventions de 1^{ère} à 4^e classe).
- 955 assistance d'un prévenu devant la juridiction de proximité (contraventions de cinquième classe)
- 956 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la juridiction de proximité (contraventions de cinquième classe)
- 957 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la juridiction de proximité (contraventions des quatre premières classes).

96 - PROCÉDURES CORRECTIONNELLES HORS INSTRUCTION

- 960 débat contradictoire relatif au placement en détention provisoire
- 961 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en comparution immédiate avec débat sur la détention en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 962 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en comparution immédiate avec débat sur la détention avec partie civile assistée d'un avocat
- 963 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 964 assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel avec partie civile assistée d'un avocat
- 965 assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet) en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat

- 966 assistance d'un prévenu devant le juge des enfants (audience de cabinet) avec partie civile assistée d'un avocat
- 967 assistance d'un prévenu devant le tribunal pour enfants en l'absence de partie civile ou avec partie civile sans avocat
- 968 assistance d'un prévenu devant le tribunal pour enfants avec partie civile assistée d'un avocat
- 969 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant le tribunal correctionnel, le juge des enfants ou le tribunal pour enfants.
- 96A présentation du mineur devant le procureur de la république
- 96B présentation du mineur devant le procureur de la république et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat
- 96 C assistance d'une personne faisant l'objet d'une procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

97 - PROCÉDURES CRIMINELLES - INSTRUCTION

- 971 assistance d'un prévenu pour une instruction criminelle devant le juge d'instruction
- 972 assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle devant le juge d'instruction
- 973 procédures devant la chambre de l'instruction (non compris l'extradition et les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention)
- 974 assistance d'un mis en examen (accusé ou prévenu) pour les appels des ordonnances du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention

98 - PROCÉDURES CRIMINELLES

- 981 assistance d'un accusé devant la Cour d'assises majeurs
- 982 assistance d'un accusé devant la Cour d'assises mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle
- 983 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la Cour d'assises majeurs
- 984 assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la Cour d'assises mineurs ou devant le tribunal pour enfants statuant en matière criminelle

99 - PROCÉDURES D'APPLICATION DES PEINES

- 991 assistance d'un condamné pour un débat contradictoire devant le JAP
- 992 représentation d'un condamné pour un débat contradictoire devant la chambre des appels correctionnels statuant en matière d'application des peines
- 993 assistance d'un condamné pour un débat contradictoire devant la juridiction régionale de la libération conditionnelle

- 994 représentation d'un condamné pour un débat contradictoire
devant la juridiction nationale de la libération conditionnelle
- 995 assistance d'un condamné lors du recueil de son consentement
pour le placement sous surveillance électronique

**Annexe 6. Descriptif concernant les modifications apportées au logiciel
AJWIN suite au décret n°2004-1025 du 29 septembre 2004.**

AJWIN

* * * * *

DESCRIPTIF CONCERNANT LES MODIFICATIONS APPORTÉES AU LOGICIEL AJWIN SUITE AU DÉCRET N°2004-1025 DU 29 SEPTEMBRE 2004

* * * * *

DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES
SOUS-DIRECTION DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE
ET DE LA PROGRAMMATION
BUREAU DE L'INFORMATISATION DES JURIDICTIONS (AB4)

La loi n°2004-204 du 09 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité a introduit de nouvelles procédures.

Dés lors, le logiciel AJWIN doit faire l'objet d'une évolution afin de prendre en compte les nouveaux codes statistiques liés, d'une part, à la procédure du "plaider coupable", applicable au 1er octobre 2004 suite au décret n°2004-1025 du 29 septembre 2004, et liés, d'autre part, à l'intégration des référés administratifs.

Par ailleurs, quelques corrections seront apportées dans le logiciel.

I/ Introduction de nouveaux codes dans la table des codes nature :

Après le code 129 ont été introduits les codes nature suivants:

- *12 A: référé fiscal*
- *12 B: référé suspension, référé liberté, référé conservatoire*
- *12 C: autres référés et procédures spéciales de suspension*

Après le code 152 ont été introduits les codes nature suivants:

- *161, associé à la juridiction "commission recours réfugiés": toutes procédures devant la commission des recours des réfugiés*
- *191, associé à la juridiction "autres juridictions administratives": toutes procédures*

Après le code 629 sont introduits les codes nature suivants:

- *62 A: référé fiscal*
- *62 B: référé suspension, référé liberté, référé conservatoire*
- *62 C: autres référés et procédures spéciales de suspension*

Après le code 923 est introduit le code nature suivant:

- *924: procédure d'extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen*

Après le code 969 sont introduits les codes nature suivants:

- *96 A: présentation du mineur devant le procureur de la république*
- *96 B: présentation du mineur devant le procureur de la république et débat contradictoire relatif à la détention provisoire lorsqu'ils sont assurés par le même avocat*
- *96 C: assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité*

II/ Invalidation de certains codes dans la table des codes nature :

Les codes référencés ci-dessous n'apparaissent plus dans la table des codes nature mais sont toujours inscrits dans la base.

Ainsi, les dossiers enregistrés précédemment avec ces codes peuvent toujours faire l'objet d'une recherche.

- *126: référé suspension ou référé fiscal*
- *127: référé liberté ou référé provision*
- *128: référé conservatoire*

- *131: toutes procédures*

- *626: référé suspension ou référé fiscal*
- *627: référé liberté ou référé provision*
- *628: référé conservatoire*

- *901: débat contradictoire relatif à la poursuite d'une enquête de police*

- *985: procédures d'extradition*

III/ Remplacement d'un libellé "juridiction" dans la table des codes nature :

Le libellé "jugement" figurant dans la colonne "Juridiction" correspondant aux codes nature 960 à 969 a été supprimé et remplacé par le libellé:

"TGI-Hors instruction".

IV/ Corrections intervenues dans le logiciel :

a) Dans la création d'un dossier :

- *dans l'onglet "demande":*

- dans la liste des codes nature a été rajouté, dans le libellé du code 151, le mot "départemental" après le mot "tribunal".

b) Dans la table des bureaux d'aide juridictionnelle :

- dans la table des bureaux d'AJ, le TGI de Châlons-sur-Marne a été remplacé par le TGI de Châlons-en-Champagne.